



HU

HISTOIRE

F. BERGER G. FERRAGU

LE XX^e SIÈCLE

1914-2001

hachette
SUPÉRIEUR

3^e ÉDITION

LE XX^e SIÈCLE

1914-2001

FRANÇOISE BERGER

Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble

GILLES FERRAGU

Maître de conférences à l'université Paris Ouest-Nanterre-La Défense
ainsi qu'à Sciences Po Paris

Réalisation : PAON, GRAPH'IM 64

Cartographie : HACHETTE ÉDUCATION, sauf p. 236 b : LÉGENDES CARTOGRAPHIE

Illustration de couverture : 8 mai 1945, la population parisienne célèbre la fin de la deuxième guerre mondiale sur les Champs-Élysées. © Keystone-France.

© HACHETTE LIVRE 2016, 58, rue Jean Bleuzen, CS 70007, 92178 Vanves Cedex

www.hachette-education.com

978-2-01-320111-7

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des articles L. 122-4 et L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et, d'autre part, que « les analyses et les courtes citations » dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite ».

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de l'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris), constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Préface

Ouvrages de référence depuis de nombreuses années, les volumes de la collection Hachette Université « Initiation à l'Histoire » connaissent un succès auprès des étudiants et du public cultivé, attesté par les nombreuses rééditions qui ont vu le jour, tenant compte des progrès de la recherche aussi bien que des impératifs pédagogiques nouveaux.

L'objectif de ces volumes n'a pas changé : offrir à un large public les connaissances générales sur une période historique en une synthèse bien informée et clairement présentée. Les étudiants d'aujourd'hui, confrontés à un savoir que parcellisent les unités de valeur, aussi appelées « crédits », qu'ils doivent choisir, n'ont pas toujours acquis cette large base de connaissances qui leur permet de comprendre les grands traits d'une période et d'y situer les événements et les personnages qu'ils rencontrent au long de leur formation. Quant aux étudiants avancés, préparant les concours de recrutement de l'enseignement secondaire (Agrégation, CAPES), ils ont besoin de synthèses et de guides, d'un maniement commode, pour la préparation des épreuves de hors-programme, qui nécessitent aussi l'appréhension rapide d'une bonne bibliographie.

C'est à tous ces besoins que veulent répondre les collaborateurs de cette collection. Ils cherchent, avant tout, à faire acquérir aux étudiants des méthodes leur permettant d'ordonner leurs connaissances. Ils livrent ici le fruit d'une longue expérience pédagogique.

Ils veulent aussi transmettre les acquis les plus récents de la recherche sous une forme accessible au plus grand nombre. L'introduction à ces volumes, les annotations marginales, les appendices complétant les chapitres répondent à cette nécessité. Une présentation claire et structurée du texte, des cartes très maniables, réunies en un petit atlas historique, de courtes biographies, des croquis, des tableaux chronologiques, un index développé, font de ces manuels de commodités instruments de travail.

Michel BALARD

Sommaire

Préface	3
Introduction	7
 PREMIÈRE PARTIE. Un monde en guerre (1914-1945)	 9
1 La Première Guerre mondiale : une Europe terre de combats.....	11
Débats et enjeux : Subir la guerre et témoigner	21
2 Une Europe déchirée, des sociétés bouleversées	23
Débats et enjeux : Des sociétés traumatisées	32
3 Les transformations économiques de l'Europe et du monde dans l'entre-deux-guerres.....	34
Débats et enjeux : Les spécificités de la crise en France	44
4 Le monde anglo-saxon dans l'entre-deux-guerres	47
Débats et enjeux : La société de consommation, premier acte ?	60
5 De la Russie à l'URSS dans l'entre-deux-guerres.....	62
Débats et enjeux : Débats et controverses autour du communisme soviétique	74
6 L'Italie fasciste.....	76
7 L'Allemagne, de la république de Weimar au Reich nazi.....	86
Débats et enjeux : Weimar, la défaite d'une République	97
8 La France dans l'entre-deux-guerres	101
Le point sur	116
9 La montée des tensions en Europe et en Asie.....	120
10 La Seconde Guerre mondiale I. De la défaite du monde libre à sa libération	132
Débats et enjeux : La guerre asiatique, une guerre oubliée et une mémoire contestée ?	145
11 La Seconde Guerre mondiale II. La France dans la guerre.....	148
Débats et enjeux : Le régime de Vichy entre histoire et mémoire	164
12 Le bilan de la guerre.....	166
Débats et enjeux : Les « silences de Pie XII » au crible de l'Histoire	178
 DEUXIÈME PARTIE. Croissance et guerre froide (1945-1973)	 181
13 La nouvelle situation internationale et l'affrontement des blocs	183
Débats et enjeux : Les origines de la guerre froide	197
14 Les nouvelles puissances	199

15	La reconstruction et l'organisation économique et politique de l'Europe de l'Ouest (1945-1973).....	216
	Le point sur... : Le Royaume-Uni face aux débuts de la construction européenne	229
16	La fin des empires (1945-1975).....	232
	Débats et enjeux : Guerre d'Algérie : mémoires occultées, mémoires manipulées	243
17	La croissance économique et la transformation profonde de la société française après 1945.....	246
	Le point sur... : La crise de mai 1968 en France : sens et portée.....	256
18	L'évolution des sociétés occidentales européennes pendant la croissance (1945-1973)	260
	Le point sur... : L'immigration en Europe depuis 1945.....	272
TROISIÈME PARTIE. De la crise aux nouveaux conflits (1973-2001).....		275
19	De la marginalisation de l'Europe de l'Est à sa « libération ».....	277
20	La crise des sociétés industrielles et la mondialisation de l'économie.....	291
	Le point sur... : Les statistiques économiques et leur usage en histoire	304
21	La poursuite de la construction européenne après 1973.....	308
	Le point sur... : La Politique agricole commune.....	321
22	Une France entre tradition, reconversion et modernisation	324
	Débats et enjeux : Les crises urbaines	332
23	Les Amériques.....	336
24	Les nouveaux acteurs dans l'espace mondial.....	348
	Débats et enjeux : Quelle réforme pour l'ONU ?	360
25	Un monde déstabilisé	363
	Le point sur... : Les réseaux du terrorisme	377
26	Vers un monde globalisé et pacifié ?	381
	Le point sur... : La question environnementale dans les relations internationales.....	393
Table des cartes		398

Introduction

« *Nous autres, civilisations, savons désormais que nous sommes mortelles* » : la célèbre sentence de Paul Valéry pourrait servir d'épithète à un siècle dense, durant lequel on a pu dire que l'histoire s'accélérait, tant elle paraissait échapper aux hommes. Un siècle à la fois dense et court, scandé par des guerres, des affrontements de nature diverse, comme autant de continuation de la politique. Un siècle dont la cohérence doit être, comme d'autres (le siècle de Louis XIV ou celui de Victoria), cherchée en dehors de la seule démarche chronologique.

Quand débute le xx^e siècle ? Quand s'achève-t-il ?

Canoniquement, la date du 1^{er} janvier 1901 s'impose, mais ce siècle brutal, marqué par les idéologies, les conflits, les crises, semble plutôt naître au début du mois d'août 1914, alors que les pays d'Europe et leurs empires coloniaux se préparent à entrer dans une Grande Guerre dont les conséquences s'étendent jusqu'à nos jours. Un siècle marqué par une forme de guerre nouvelle, totalisante, qui interrompt l'idée même de progrès en dévoilant aux hommes les abîmes d'une science qu'ils pensaient libératrice. Un siècle qui voit les idéologies se heurter, mettant en balance les individus, un siècle féroce et diabolique, celui des camps de la mort. Mais aussi un siècle audacieux, où l'homme part à la conquête de la Lune.

Ce siècle trouverait son achèvement avec la chute – lente – d'un système, le communisme, et de son héraut, l'Union soviétique. L'extinction de la « grande lueur » venue de l'Est laisse la place à des sociétés que l'on dit, finalement, désenchantées. Ni la religion, ni le socialisme n'auront régénéré l'humanité, abandonnée à une histoire qui n'aurait plus de « sens »... au sens où les philosophes des Lumières l'entendaient. Là aussi, les dates s'entrechoquent : 1989 et la chute symbolique du mur de Berlin, 2001 et l'effondrement des tours jumelles du *World Trade Center*. Entre ces deux dates, le monde a fait le constat d'une puissance désormais dominante – une hyperpuissance même (H. Védérine), dont le modèle socioculturel s'est imposé, avec, à sa traîne, un libéralisme politique encore contesté – et, dans le même temps, une puissance finalement vacillante, hantée par la menace d'une crise majeure comme celle de 1929 ou par un assaut inattendu, comme celui du terrorisme. Le siècle de la « fin de l'histoire » (F. Fukuyama) et de son dépassement par un conflit nouveau, entre les États, et un phénomène protéiforme comme le terrorisme. Un « court xx^e siècle » pour reprendre la formule de l'historien Eric Hobsbawm, mais un siècle gros d'espoir et de souffrances.

Cet ouvrage s'adresse aux étudiants de premier cycle universitaire, de classes préparatoires et d'IEP, et plus largement aux amateurs d'histoire contemporaine.

Il entend porter sur ce siècle un regard synthétique, non pas révolutionnaire, mais actualisé, sur des périodes, des questions, des problématiques historiques et historiographiques. Divisé en trois grandes parties, il propose au lecteur une synthèse, par chapitre, de phénomènes comme les guerres mondiales ou les crises économiques, de l'évolution d'aires nationales ou continentales, mais aussi des transformations sociétales, tant l'histoire est, d'abord, un regard porté sur un contexte qui se modifie constamment. Ces synthèses sont complétées (en marge du texte) par des documents (sources, tableaux, graphiques), des définitions ou des rappels qui permettent d'en illustrer ou d'en éclaircir certains aspects. À la fin de chaque chapitre, on trouvera une sélection bibliographique classée par thèmes, qui permettra d'approfondir certaines questions ou mieux comprendre les débats en cours. Enfin, chaque chapitre est accompagné d'une mise au point sur une question plus précise, liée à l'actualité (« *Le point sur* ») ou sur des débats historiographiques récents (« *Débats et enjeux* »).

Une première partie, qui va de 1914 à 1945, traite de ce que certains commentateurs ont jugé être « une guerre de trente ans » : de fait, l'Europe entraîne alors le monde dans deux conflits planétaires, des conflits vastes dont il faut présenter les origines, les développements et les phases, les nouveautés (stratégiques, économiques, culturelles, idéologiques) et surtout les

conséquences. Car à l'issue de chaque conflit, les sociétés connaissent des transformations brutales : les rapports de puissances évoluent, le traumatisme de la guerre pèse sur les individus et les États, les idéologies nouvelles – nées de la guerre – s'imposent, de même que de nouvelles technologies, forgées pour les champs de batailles et bientôt adaptées à la paix. La modernité – ce processus qui fait passer lentement les sociétés d'un ancien régime à un modèle contemporain – trouve dans la guerre un formidable accélérateur... mais à quel prix ? La France est, logiquement, l'objet d'une attention plus soutenue, mais chaque puissance, ancienne (Allemagne, Italie, Royaume-Uni) et émergente (États-Unis, URSS) est interrogée, ceci afin de comprendre par quel mécanisme l'Europe, quelques années après un immense carnage, peut se lancer de nouveau dans une guerre terrifiante.

La seconde partie, qui s'étend de l'après-guerre au milieu des années 1970, porte sur cette modernité qui semble désormais banale : une société nouvelle s'impose peu à peu, qui bénéficie d'un progrès technologique exponentiel. Après deux guerres incroyablement meurtrières, le monde se réveille assoiffé de paix et de justice. Mais la Seconde Guerre mondiale ne clôt pas véritablement le cycle de la guerre et débouche en fait sur de nouveaux conflits, d'une nature différente. La guerre froide qui s'installe oppose deux blocs idéologiquement distincts. Les repères changent, les puissances évoluent, les enjeux se diversifient : énergie, droits de l'homme, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc. Tandis que les anciennes nations colonisées s'affranchissent – plus ou moins violemment – de la tutelle coloniale, les sociétés occidentales découvrent les charmes et les vertiges du consumérisme. Si globalement, les sociétés occidentales sont devenues des sociétés pacifiées, intégrées dans des réseaux régionaux, internationaux et transnationaux, les crises (pétrolières, économiques et politiques) mettent en évidence la fragilité des équilibres fondés dans les après-guerres.

La troisième partie observe le monde tel qu'il ressort de cette guerre qui n'en finit pas : aux lendemains de la guerre froide, lendemains hésitants, le monde de 1914 semble avoir définitivement disparu. L'Europe solde ses comptes avec son histoire coloniale, les grandes puissances voient apparaître, dans leur sillage, de nouveaux concurrents tandis que des problématiques nouvelles (écologie, jeunesse, surpopulation, gestion de l'eau, sources d'énergie, mondialisation, etc.) se font jour. La construction européenne se poursuit, gage de stabilité dans un monde qui reste dangereux, et qui a vu les tensions s'exporter du cœur de l'Europe au Proche et au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud-Est. Des conflits demeurent, chroniques ou latents (en particulier en Afrique), mais dans un monde où la communication est rendue non seulement possible, mais plus facile, tant du fait des institutions internationales que des progrès de la technologie, il faut savoir ne pas désespérer de la paix.

Présenter un manuel qui prétend offrir de ce siècle une synthèse est un projet forcément ambitieux, et donc discutable. Cet ouvrage ne revendique pas l'exhaustivité, mais il propose, dans un format compact, les premiers éléments d'une compréhension globale de notre temps, à partir de divers faisceaux d'explication. En cela, il invite ses lecteurs à jeter un regard d'historien sur une histoire à la fois passée et encore proche.

Un monde en guerre (1914-1945)

PREMIÈRE PARTIE

- 1 La Première Guerre mondiale :
une Europe terre de combats**
- 2 Une Europe déchirée, des sociétés bouleversées**
- 3 Les transformations économiques de l'Europe et du monde
dans l'entre-deux-guerres**
- 4 Le monde anglo-saxon dans l'entre-deux-guerres**
- 5 De la Russie à l'URSS dans l'entre-deux-guerres**
- 6 L'Italie fasciste**
- 7 L'Allemagne, de la république de Weimar au Reich nazi**
- 8 La France dans l'entre-deux-guerres**
- 9 La montée des tensions en Europe et en Asie**
- 10 La Seconde Guerre mondiale
I. De la défaite du monde libre à sa libération**
- 11 La Seconde Guerre mondiale
II. La France dans la guerre**
- 12 Le bilan de la guerre**

La Première Guerre mondiale : une Europe terre de combats

Lorsqu'en août 1914 la guerre éclate en Europe entre les grandes puissances, chaque belligérant croit en une victoire rapide... Quatre années plus tard, le constat est tout autre. La guerre européenne s'est étendue au monde, du fait des empires coloniaux et des traités d'alliance. Elle a déclenché sur le continent un ouragan de violence, entraîné des millions de morts. Le déclin des puissances européennes commence. Surtout, l'optimisme et la croyance au progrès du XIX^e siècle sont désormais tempérés par un conflit si terrifiant qu'on l'a appelé très tôt « la Grande Guerre », une guerre industrielle qui utilise les progrès scientifiques pour les transformer en instruments de mort. Dans des sociétés peu à peu intégrées complètement à l'effort de guerre, la violence se banalise et face aux impasses de la démocratie comme de la science, la guerre, et ce qu'elle impose, devient bientôt la norme.

1 L'Europe fait basculer le monde dans la guerre

■ Un affrontement entre nationalismes, en germe depuis la fin du XIX^e siècle

Sur le plan juridique, le traité de Versailles, dans son article 231, définit clairement les responsabilités de la guerre qui a coûté la vie à dix millions d'hommes : l'Allemagne serait la seule responsable... assertion discutable. Au-delà des rivalités économiques et financières, l'impérialisme des États et le climat nationaliste exacerbé par des crises graves, renforcés par le jeu des alliances et par des raisons diverses des États, apportent des éléments permettant d'expliquer les causes du conflit.

■ Les causes profondes : rivalités internationales et traités d'alliance

Cette interrogation ramène aux **tensions franco-allemandes** du XIX^e siècle, tensions de divers types : politiques (la France républicaine se dressant contre un empire allemand hostile aux valeurs de 1789, la mémoire conflictuelle de la Révolution française et de Napoléon d'une part, de Bismarck et de l'unification allemande achevée à Versailles d'autre part), économique (entre deux puissances industrielles), coloniales (au Maroc...), nationales (avec la question de l'Alsace-Lorraine, provinces « perdues » pour une France qui rêve de la revanche) et militaire (l'affaire Dreyfus a montré l'ampleur de cette tension, manifestée par une « course au service militaire » et aux armements). Ce ne sont pas du reste les seules tensions internationales et il faut évoquer en outre la tension austro-russe (pour le contrôle des Balkans), anglo-allemande (une rivalité industrielle et maritime)... Ces rivalités s'affichent au sein des deux systèmes d'alliance antagonistes : la Triple Alliance (ou Triple) et la Triple Entente.

La Triple est le premier système à se mettre en place. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ayant constitué une alliance ou Duplice en octobre 1879, l'Italie les rejoint en 1882, et la Triple naît, devant être renouvelée tous les cinq ans. La France, qui semble encerclée, entreprend alors de desserrer l'étau diplomatique pensé par Bismarck.

◆ « Si aujourd'hui on se demande à tête reposée pourquoi l'Europe est entrée en guerre en 1914, on ne trouve pas un seul motif raisonnable, pas même un prétexte. Il ne s'agissait aucunement d'idées, il s'agissait à peine de petits districts frontaliers ; je ne puis l'expliquer autrement que par cet excès de puissance, que comme une conséquence tragique de ce dynamisme interne qui s'était accumulé durant ces quarante années de paix et voulait se décharger violemment. [...] Quatre fois, cinq fois, à Agadir, dans la guerre des Balkans, en Albanie, on s'en tint au jeu ; mais les grandes coalitions resserraient sans cesse leurs liens, se militarisaient toujours plus. En Allemagne, on établit en pleine paix un impôt de guerre ; en France, on prolongea la durée du service ; finalement, les forces en excès durent se décharger, et les signes météorologiques dans les Balkans indiquaient la direction d'où les nuages approchaient déjà de l'Europe. » ◆

Stefan Zweig, *Les Rayons et les ombres sur l'Europe*, 1944.

L'alliance franco-russe est signée en 1893. La France se rapproche de l'Italie par une série d'accords de non-agression (1900-1902). Cette politique française visant à rompre l'encerclement se concrétise enfin par l'Entente cordiale signée en 1904 avec le Royaume-Uni, mettant fin aux rivalités coloniales entre les deux pays. Le règlement du différend entre Grande-Bretagne et Russie en Orient et Extrême-Orient permet de rapprocher les deux pays et de former un bloc contre la Triple Alliance, la **Triple Entente**.

■ Les causes immédiates : Sarajevo et la mécanique des traités

L'assassinat le 28 juin 1914 à Sarajevo de l'archiduc héritier du trône d'Autriche François-Ferdinand par un étudiant bosniaque, Gavrilo Princip, membre d'une société secrète nationaliste serbe pousse l'Autriche-Hongrie à l'épreuve de force contre la Serbie. Le kaiser allemand Guillaume II donne son appui au gouvernement austro-hongrois qui adresse un ultimatum le 23 juillet à la Serbie, qui ne rejette qu'un article. Cela suffit à l'Autriche pour lui déclarer la guerre le 28 juillet. Les principaux États espèrent que le conflit restera localisé. Cependant le jeu des alliances va étendre le champ de la guerre à toute l'Europe. La Russie, forte du soutien de la France, mobilise les 29 et 30 juillet. L'Allemagne, dont l'empereur s'est convaincu depuis longtemps de la nécessité d'une guerre, répond par **un ultimatum** à la Russie et à la France le 31 juillet. La France, qui estime vital pour sa sécurité de devoir soutenir la Russie mobilise le 1^{er} août tout comme l'Allemagne, qui déclare la guerre à la Russie et le 3 août à la France. Le 2 août, les troupes allemandes envahissent le Luxembourg et, le soir l'Allemagne remet un ultimatum à la Belgique. La Grande-Bretagne, qui a multiplié les tentatives de conciliation, ne peut accepter la violation de la neutralité belge par les troupes allemandes le 3 août qui donnerait le contrôle du port d'Anvers à sa rivale sur les mers et déclare la guerre à l'Allemagne le 4 août. Cet enchaînement de déclarations de guerre se fait en phase avec des opinions publiques résignées et convaincues que la guerre sera courte. La course à la guerre s'achève, temporairement, le 4 août.

■ Une guerre qui devient mondiale

Du fait des empires coloniaux et du Commonwealth britannique, la guerre européenne s'impose hors du continent européen. En effet, les belligérants font appel aux ressources, humaines et matérielles, de leurs colonies quand celles-ci ne deviennent pas même un terrain d'affrontement (comme l'Afrique – en particulier l'Afrique orientale – et le Pacifique, où l'Allemagne détient des colonies).

Toutefois, **les empires coloniaux** sont diversement mis à contribution : si les Anglais mobilisent 1,5 million de colonisés, ceux-ci demeurent largement dans les territoires coloniaux. Il en va de même pour les colonies allemandes. La France mobilise également son empire (600 000 hommes) mais pour la guerre européenne. L'impact psychologique est énorme. De même, on fait venir des travailleurs aux armées ou en usine (220 000 hommes sont recrutés), très encadrés par des dispositifs combinant défiance et paternalisme. C'est l'aspiration à l'égalité qui semble animer ces troupes. Le sacrifice sera en tout cas égalitaire, comme l'atteste le taux de pertes totales (morts, blessés, disparus) : soldats maghrébins 22,7 %, sénégalais 22,4 %, indochinois 3,7 %, infanterie métropolitaine 22,9 %.

DU TERRORISME À LA GUERRE MONDIALE

◆ Avec l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire austro-hongrois, à Sarajevo le 28 juin 1914, par Gavrilo Princip, un membre de l'organisation Serbe « La Main Noire », s'engage un processus de course à la guerre. Les tensions accumulées entre les grandes puissances durant les précédentes crises (crises du Maroc 1906 et 1911, guerre des Balkans de 1912-1913) éclatent. On pourrait rapprocher du drame de Sarajevo l'assassinat de Jean Jaurès. Depuis des années, les mouvements pacifistes et ouvriers s'opposent à la montée du militarisme, et la II^e Internationale avait décidé que si la guerre venait à éclater, les partis socialistes en appelleraient à la grève générale dans leur pays. Jean Jaurès, en France, est la figure la plus représentative du pacifisme, appelant à lutter contre la guerre, notamment par la grève générale. Père de l'unification des courants socialistes, intarissable défenseur de la cause ouvrière, il semble seul avoir eu la carrure pour s'opposer à la montée militariste. Le 31 juillet 1914, à 21 h 40, il est assassiné par Raoul Villain, un jeune nationaliste. ◆

Cette mondialisation est également le résultat **des ralliements** : la Turquie (1914), les États-Unis (en 1917), l'Italie et la Bulgarie (en 1915), la Roumanie (1916), le Japon (1914)... entrent dans le conflit pour des raisons diverses, souvent pour des promesses de gains territoriaux à la victoire comme avec le pacte de Londres d'avril 1915 pour l'Italie. En particulier, l'entrée en guerre des États-Unis (6 avril 1917), justifiée par la guerre sous-marine à outrance déclenchée par l'Allemagne (torpillage du *Lusitania*, le 7 mai 1915, avec plus d'un millier de passagers civils dont 200 Américains), vient symboliquement renforcer le camp de l'Entente au moment de la défection russe : « le soleil se lève à l'ouest » (A. Kaspi).

Enfin, **la stratégie** même impose de sortir d'Europe : l'opération des Dardanelles pensée par Churchill (février-mai 1915), aux frontières du continent européen, est conçue comme une manière de contourner l'adversaire. De même, les offensives turco-allemandes sur le canal de Suez (février 1915) ou anglaise en Mésopotamie (novembre 1914-décembre 1915) sont autant de tentatives de porter la guerre hors du contexte européen, qui paraît bloqué par la guerre de tranchées. Enfin, la guerre sur mer (mer du Nord et océan Atlantique principalement, ainsi que la mer Méditerranée et l'océan Pacifique), trop souvent oubliée au profit des opérations terrestres, fut pourtant très dure, notamment du fait des expéditions des U-boat (sous-marins) allemands et de la tentative de blocus maritime de l'Angleterre.

◀ VOIR CARTES A P. 400
ET B P. 401 ▶

■ La réaction des populations

Contrairement au mythe du départ des soldats, « la fleur au fusil », c'est plutôt par **la résignation et l'accablement** que les populations réagissent à la nouvelle de la guerre. En France, l'état-major prévoyait 13 % de réfractaires : seuls 1,5 % manquent à l'appel. Encore faut-il distinguer les armées qui reposent sur le volontariat (comme l'armée britannique, qui n'impose la conscription qu'à partir de 1916) et celles qui reposent sur la conscription. Dans des nations encore très rurales, le mois d'août est le mois des moissons et la mobilisation est vécue comme une catastrophe pour les travaux agricoles. En outre, tant en France qu'au Royaume-Uni, l'opinion publique est plus intéressée par les questions intérieures (du fait divers – l'assassinat du directeur du *Figaro* par l'épouse d'un ministre en France – jusqu'au risque d'une crise sociale majeure et d'une guerre civile irlandaise au Royaume-Uni). En Russie, on signale même quelques révoltes de conscrits et de paysans (dans 49 des 101 provinces de l'empire russe), rapidement réprimées. Une caractéristique demeure commune à la plupart des populations belligérantes : une réconciliation générale, sur l'autel de la patrie se produit, que ce soit en France (**Union sacrée**), en Allemagne (*Burgfrieden*), en Belgique (entre Wallons et Flamands)... réconciliation dont la conséquence sera politique avec la formation de gouvernements d'unité nationale, rassemblant la plupart des partis politiques.

Certes, **des voix discordantes** se font entendre, qui vont peu à peu s'amplifier : l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914 – à la veille de prononcer un grand discours pacifiste – témoigne du climat de tension lié à la guerre. Aussi les voix pacifistes sont-elles rares au début du conflit et des divisions se manifestent au sein d'institutions traditionnellement pacifistes : l'Église catholique (mais le pape Pie X meurt en août 1914, remplacé par Benoît XV), le mouvement socialiste, le syndicalisme. Ainsi, si une majorité de socialistes européens accepte le conflit, une minorité (dont Lénine, Trotski, Karl Liebknecht...) refuse de voter les crédits de guerre et manifeste son opposition. De même, le Saint-Siège se heurte aux Églises nationales, qui soutiennent

SOLDATS ALLEMANDS SUR LE DÉPART POUR LA GUERRE



© Bundesarchiv, Truppentransport, August 1914, Tellmann Oscar.

l'effort de guerre. Retiré en Suisse, l'historien et écrivain Romain Rolland publie en septembre 1914, dans le *Journal de Genève*, une tribune pacifiste « Au-dessus de la mêlée » dans laquelle il dénonce la guerre sans prendre parti, tribune qui reste célèbre à cet égard.

2 Une guerre d'un nouveau genre ?

La nouveauté se situe déjà sur le front, au milieu des armées combattantes. L'ampleur des armées de millions d'hommes, le rôle majeur de l'artillerie et des armes nouvelles (les gaz, l'aviation, les chars...), la stratégie – qui privilégie la défensive et l'usure – matérialisée par les tranchées, et surtout la durée du conflit, tout cela bouleverse les conceptions que les contemporains avaient de la guerre. Après l'Amérique de la guerre de Sécession, l'Europe entre dans l'ère de la guerre industrielle.

■ Une violence nouvelle ?

Le déclenchement de la guerre voit tout d'abord s'affronter deux « plans » militaires, français et allemand : pour l'Allemagne, il s'agit du plan Schlieffen, qui prévoit d'attaquer la France par le Nord, ce qui suppose de passer par la Belgique, neutre depuis sa création au XIX^e siècle. Du côté français, il s'agit du plan XVII, qui envisage un conflit localisé sur la seule frontière franco-allemande, donc en Alsace-Lorraine, et prêche **l'offensive à outrance**. L'ultimatum allemand, qui précède l'invasion, la justifie par d'hypothétiques agressions françaises. Il éclaire ainsi une dimension majeure du conflit, celle de la guerre « pour le droit » : chaque belligérant entend légitimer « sa » guerre contre un adversaire qualifié de barbare, cible d'une propagande qui frise parfois le racisme (afin de justifier toute violence « de guerre »). Cette dimension – qui préfigure le rôle croissant du droit international dans les relations entre États – doit être prise en compte tant dans l'évolution des mentalités durant le conflit, que pour les règlements d'après-guerre. **Le cas du génocide arménien**, mené entre avril 1915 et juillet 1916 par le gouvernement jeune turc, qui entraîne la mort de près de 1,2 million d'Arméniens d'Anatolie, accusés fausement de collaborer avec la Russie, illustre le poids des représentations racistes dans la construction de l'image de l'ennemi.

■ De la guerre de mouvement à la guerre de tranchées

On peut distinguer **trois grandes phases** dans les opérations de la Grande Guerre. Une première phase, dite guerre de mouvement, qui commence par la bataille des frontières et se clôt avec la « course à la mer », voit les armées ennemies se lancer dans une course dans l'espoir de contourner les forces adverses et les prendre à revers. Cette première phase, qui dure jusqu'à la fin de l'année 1914, détermine un front qui s'étend des Alpes à la mer du Nord et fige les armées dans un face-à-face qui va durer trois années. S'enterrant dans des fortifications de fortune, creusées à même le sol, les soldats s'installent dans une guerre de tranchées et dans une stratégie plutôt défensive, ponctuée par quelques grandes offensives dans le but d'effectuer une percée des lignes adverses, ou du moins de « saigner » suffisamment l'adversaire pour l'affaiblir moralement. L'autre stratégie envisagée est celle du contournement, par des opérations aux marges (telle l'affaire des Dardanelles, à partir de janvier 1915). Enfin, une dernière phase, en août 1918, reprise de la guerre de mouvement du fait de la percée du front allemand, clôt le conflit sans une véritable défaite de l'Allemagne.

◆ « Nous sommes devenus des animaux dangereux, nous ne combattons pas, nous nous défendons contre la destruction. Ce n'est pas contre les humains que nous lançons nos grenades, car à ce moment-là nous ne sentons qu'une chose : c'est que la mort est là qui nous traque, sous ces mains et ces casques. La fureur qui nous anime est insensée ; nous ne pouvons que détruire et tuer, pour nous sauver... pour nous sauver et nous venger. » ◆

E.-M. Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau*, 1928.

En effet, à la signature de l'armistice, le 11 novembre, l'Allemagne n'est pas envahie et l'armée allemande est loin d'être anéantie.

■ Les grandes offensives de la guerre

Passées les premières batailles – la bataille des frontières et la bataille de la Marne (août-septembre 1914) à l'ouest, Tannenberg (août 1914) à l'est... – face à l'enlèvement progressif des armées dans les tranchées, le temps des offensives est venu. Car de manière paradoxale, la guerre des tranchées suscite de grandes offensives sur tous les fronts, afin de percer, ou de contourner le dispositif adverse. On peut ainsi, durant la guerre, distinguer plusieurs fronts et, sur chacun de ces fronts, noter quelques offensives et batailles majeures. L'ampleur des offensives n'est pas forcément une condition de succès : celle de Verdun, censée – du point de vue allemand – « saigner à blanc l'armée française » (selon le général allemand Falkenhayn) et ébranler le moral, illustre les limites de cette stratégie. En dépit des 37 millions d'obus tirés, des 377 000 morts français et des 337 000 morts allemands, **le résultat demeure médiocre**. De même, on peut considérer que l'échec de l'offensive Nivelle, sur le Chemin des Dames (130 000 victimes en 5 jours, pour une avancée de 500 m), est l'un des éléments déclencheur du mouvement de mutinerie qui touche l'armée française en 1917. Les grandes offensives justifient également des changements de stratégie et d'organisation : ainsi, les 600 000 morts et prisonniers italiens de l'offensive autrichienne de Caporetto imposent – lors de la conférence de Rapallo, en novembre 1917 – la formation d'un premier conseil de guerre suprême de l'Entente, de manière à coordonner les efforts des armées sur les divers fronts.

LES PRINCIPALES OFFENSIVES

Fronts	Offensives majeures
Front ouest	La Somme (juillet-novembre 1916) Verdun (février-décembre 1916) Le Chemin des Dames (offensive Nivelle), avril 1917 Passchendaele (juillet-novembre 1917) Offensives Michel (mars-avril 1918), Georgette (avril 1918) et Blücher-Yorck (mai-juin 1918) Saint Mihiel (septembre-novembre 1918)
Front est	Offensive Gorlice-Tarnow (mai-septembre 1915) Offensive Broussilov (juin-septembre 1916) Offensive Kerenski (juin-juillet 1917)
Front italien	Offensive de l'Issonzo (11 batailles entre juin 1915 à septembre 1917) Le Trentin (mai-juin 1916) Caporetto (octobre-novembre 1917) La Piave (juin-juillet 1918) Vittorio Veneto (octobre 1918)
Front balkanique	Invasion de la Serbie (octobre-novembre 1915)
Front turc	Gallipoli (avril 1915-décembre 1915)
Autres fronts	Bataille navale du Dogger bank (janvier 1915) Bataille navale du Jutland (mai 1916)

◀ VOIR CARTES P. 400-401 ▶

■ De nouvelles armes pour une guerre moderne

Cette nouvelle forme de guerre suppose le développement d'armes nouvelles, de nouvelles manières de combattre adaptées à la stratégie défensive (les tranchées) ainsi qu'à la totalisation et à l'ampleur des armées. Du fait des tranchées, c'est **l'artillerie** qui s'impose comme l'arme essentielle de cette guerre. Tirant principalement des obus à shrapnells, très efficaces contre l'infanterie (du fait des éclats), les canons dominent les champs de bataille, annoncent – par de longues préparations d'artillerie – les offensives de l'infanterie, et, de manière plus générale, sont responsables de plus des deux tiers des décès. L'une des plus célèbres pièces d'artillerie, la Grosse Bertha (qui tire des obus de 800 kg, de 420 mm, à 12 km de portée), fut utilisée à partir d'août 1914 pour les sièges des villes de Belgique.

Significativement, le casque à pointe allemand et le pantalon garance (rouge) français disparaissent au profit du casque d'acier (3 kg) du Landser et de la tenue bleu horizon du Poilu, censée se confondre avec le terrain. La protection contre l'artillerie (et notamment les shrapnells) et le développement du camouflage font partie des nombreuses innovations entraînées par ce conflit d'un genre nouveau. De nouvelles armes apparaissent, dont le rôle ne fera que s'accroître par la suite. Le cas des gaz de combat est le plus significatif, du fait de son interdiction d'après-guerre. **La guerre chimique** débute dès 1915. Le savant allemand Fritz Haber (prix Nobel de chimie en 1918) est l'un des artisans de cette industrie et invente des produits suffocants, toxiques, vésicants. En 1918, un obus sur quatre contient un agent chimique et

◆ « Landser », « Poilu », « Tommy », « Sammy » : autant de termes familiers désignant les soldats allemand, français, américain et anglais. ◆

les principaux belligérants se sont dotés de services adéquats. Autre invention promise à un grand avenir, le char de combat a une histoire déjà ancienne (Léonard de Vinci) mais c'est la Grande Guerre qui le révèle, du fait d'initiatives française et anglaise (W. Churchill en est un farouche partisan). Utilisé à partir de 1917, avec des résultats mitigés, il s'impose néanmoins comme une arme d'avenir.

L'**aviation** est également stimulée et l'on passe de 5 000 appareils évoluant en 1914 dans le monde, à 200 000 appareils en 1918. Très tôt, ce secteur a attiré l'attention des militaires. Ainsi, le Royaume-Uni s'est pourvu, dès 1912, du *British Royal flying corp*. Avec le conflit, l'aviation connaît une croissance forte et planifiée, non seulement du point de vue technologique, mais également en termes de formation des pilotes et mécaniciens. La production française est de qualité et importante (52 000 avions entre 1914 et 1918), mais la concurrence allemande est rude. En Allemagne, le secteur est en effet puissant et inventif : en construisant moitié moins d'appareils, l'Allemagne fait jeu égal avec l'Entente, du fait d'un matériel de qualité supérieure (en terme de vitesse et de plafond). Par exemple, en 1915, l'invention du système de tir à travers l'hélice (le « fléau Fokker ») assure aux pilotes allemands la maîtrise du ciel durant quelques mois avant d'être copié. Une forme de course quantitative et technologique se met en place entre les puissances. De même, l'ampleur des armées favorise le développement des **télécommunications**, qui permettent la coordination des armées : Telefunken (Allemagne), Marconi (Angleterre) ou encore la Société française de Radioélectricité passent du stade quasi artisanal à la production de masse, adaptant par ailleurs une invention américaine, la triode (qui détecte et amplifie les ondes radio).

3 Les sociétés prises à partie : la totalisation du conflit

L'une des nouveautés de ce conflit est qu'il s'étend à la société entière, que ce soit de manière très concrète avec l'occupation de la Belgique et du Nord de la France, ou plus diffuse, avec l'effort de guerre consenti par la société civile. Cette expérience est plus ou moins écartée des commémorations d'après-guerre : l'épopée militaire masque tout. Il est pourtant nécessaire de se plonger dans cette histoire d'une société totalement en guerre, à la fois instrument et cible des armées.

■ Les occupations

Dès l'invasion allemande en Belgique le 4 août, des rumeurs circulent concernant des « atrocités » perpétrées par les troupes. Si certains faits semblent avérés, cette rumeur est aussi le résultat d'une propagande efficace (en particulier, le mythe des « mains coupées ») qui trouve son équivalent, côté allemand, dans la peur du « franc-tireur » qui justifierait toutes les **exactions contre les civils**. Le thème s'insère en tous les cas largement dans les propagandes au nom d'une « guerre pour le droit » qui doit justifier tous les sacrifices. Autant d'images propagées par des réfugiés : en effet, la Première Guerre mondiale invente un personnage typique du xx^e siècle, le réfugié fuyant devant la guerre (on le retrouve bien sûr en 1940 au temps de l'exode). L'occupation de la Belgique et du Nord de la France débute, qui durera quatre années, avec son lot de violences, de réquisition, de privations, de peurs diverses et d'incertitudes quant aux sorts des proches, mobilisés ou situés en zone libre : le travail forcé, les déportations, les

◆ On estime que 6 000 civils sont morts durant l'avancée allemande. ◆

évacuations imposées sont autant de traumatismes pour une société frappée directement par la guerre et devenue, du point de vue allemand, « zone d'étape ».

■ De l'état de guerre à l'État en guerre

Dès l'entrée en guerre, les sociétés passent sous un **contrôle militaire** : Paris est soumis aux dispositions générales de l'état de siège qui s'appliquent à la zone de l'arrière. L'essentiel des attributions du préfet de police passent entre les mains du général commandant la place de Paris (Michel puis Gallieni) à qui échoit la police et le maintien de l'ordre. Dès lors, l'autorité militaire est amenée à régir de nombreux aspects de la vie quotidienne des Parisiens (horaires d'ouverture des lieux publics, circulation, entrées et sorties aux portes de Paris, éclairage...). De même, en Allemagne, les autorités militaires disposent, du fait du danger de guerre, non seulement des pouvoirs des länders, mais encore de la possibilité de passer outre les droits constitutionnels. L'état de guerre transforme les institutions en les adaptant au contexte de guerre.

■ L'effort de guerre : le rôle des sociétés civiles

Rapidement, la société est complètement engagée dans la guerre, et l'effort économique est essentiellement tourné vers le front et ses besoins. On peut parler d'une **mobilisation industrielle** qui suppose déjà une organisation nouvelle pour répondre à des défis nombreux et à des difficultés nouvelles (la main-d'œuvre, les matières premières). Les bouleversements opérés par ces changements affectent bien évidemment le monde du travail dans ses règles et lois (les droits étant en partie suspendus et les syndicats invités à collaborer à l'effort de guerre), ses usages (notamment par l'introduction du travail à la chaîne pour pallier le manque d'ouvriers qualifiés) et sa culture (pour la place accordée aux femmes). On peut donc se demander comment les sociétés envisagent leur rôle et la nécessaire adaptation au conflit : à cet égard, les historiens parlent d'une « **culture de guerre** » qui s'étendrait à l'Arrière, une communauté de valeurs qui se met en place (différente du front mais qui mobilise la population civile et permet de supporter la guerre).

■ La mobilisation des esprits

On parle en effet d'une mobilisation de l'arrière pour secourir les blessés, mais aussi aider les soldats à tenir moralement (comme avec l'institution, en France, de la marraine de guerre) et physiquement, voire secourir leurs familles dans le besoin. Cette mobilisation passe par des réseaux traditionnels publics et privés, ainsi que par un appel général à la générosité du public. De **nouvelles normes morales** s'imposent, dominées par les valeurs de devoir, de solidarité et de sacrifice : l'implication dans les œuvres de guerre est ainsi présentée comme un substitut du combat militaire. La cohésion sociale fait le pendant à l'union sacrée politique. De la sorte, l'ordre moral touche la plupart des sociétés, y compris les enfants (considérés à la fois comme des soutiens autant que comme des justifications). La mobilisation des esprits passe également par la **propagande** (on parle alors de « bourrage de crâne ») et, parallèlement, par la censure de presse. Au siècle des idéologies, l'information est devenue un enjeu, voire une arme.

LA MARRAINE DE GUERRE

◆ La « marraine de guerre » – une femme qui entretient une correspondance avec un ou plusieurs soldats – s'inscrit dans la logique de la guerre totale, où l'arrière est mobilisé pour soutenir le front. Elle apparaît en 1915 avec la création d'une première association, la Famille du soldat : le marrainage permet à des femmes, dans une société encore très conservatrice, d'écrire à des inconnus et d'échanger lettres et colis (en se rappelant que la correspondance des armées est surveillée). 25 000 poilus y eurent recours, non sans provoquer des débats au sujet de l'immoralité possible de ce type de relation épistolaire, car la dimension sentimentale apparut très rapidement, avec, idéalement, un mariage, la paix advenue. ◆

■ La guerre dénoncée : le pacifisme

L'unanimité de l'entrée en guerre, où seules quelques voix discordantes (tel Romain Rolland) se font entendre, s'use peu à peu avec le conflit : la lassitude de la guerre nourrit, dans toutes les sociétés belligérantes, un pacifisme qui s'affiche de plus en plus, tant dans les sociétés civiles que sur les fronts.

Deux conférences, réunies en Suisse, à Zimmerwald (du 5 au 8 septembre 1915) et à Kienthal (du 24 au 30 avril 1916), manifestent cette **renaissance de l'internationalisme** (elles rassemblent des militants socialistes et syndicalistes venus de toute l'Europe, et notamment des pays belligérants) – en dépit d'un écho plus que restreint. L'année 1917, avec la révolution russe, fait resurgir le pacifisme au sein des sociétés : accusés de propager le défaitisme, les socialistes se voient imputer la responsabilité de la défaite italienne de Caporetto, ainsi que le mouvement des mutineries qui affecte l'armée française. En France, le radical George Clemenceau, appelé par le président Raymond Poincaré en novembre 1917 pour former un gouvernement, lutte durement contre le pacifisme et le défaitisme, jusqu'à incarner « le père la victoire », symbole de la ténacité française.

Autre acteur majeur du pacifisme en guerre, le **Saint-Siège** adapte lentement son discours au conflit, passant du bilatéralisme (dès 1915, il tente de s'entremettre pour des négociations austro-italienne et franco-allemande) au multilatéralisme de la note de paix du 1^{er} août 1917, qui précise les conditions d'une « paix blanche » sans vainqueurs ni vaincus, fondée sur le désarmement, l'arbitrage, le *statu quo* territorial (de 1914) et la liberté des mers. Toutefois, Benoît XV, qui dénonce par ailleurs le « suicide de l'Europe civilisée » (mars 1916), demeure incompris et sa proposition est assimilée à du défaitisme par les belligérants. Une tentative similaire est faite du côté protestant par l'archevêque luthérien et primat de Suède Nathan Söderblom, qui adresse des appels pour la paix et à la communion chrétienne dès Noël 1914 et encore à la Pentecôte 1917. Mais le texte le plus influent est sans doute le « Programme pour la paix du monde », du président américain Wilson, publié en janvier 1918 et qui servira de base de négociations à la conférence de paix de Versailles.

■ Les mutineries de 1917

On estime à 40 000 le nombre de mutins (ils se désignent eux-mêmes comme des grévistes) du mouvement de 1917, qui touche 130 régiments français. Ce **vaste mouvement**, auquel fera écho la révolution russe, est la conséquence directe de l'offensive Nivelle, sur le Chemin des Dames au printemps 1917 et de son échec. Ce mouvement, peu politisé, se manifeste principalement par le refus de monter en première ligne. Les mutins présentent des exigences matérielles (concernant les permissions, les conditions de vie) et dénoncent les offensives inutiles et sanglantes : il s'agit d'un mouvement spécifiquement militaire, qui trouve un écho dans l'armée anglaise, au camp d'Etaples. La réaction des autorités militaires – Pétain ayant remplacé Nivelle – fut relativement modérée : on compte 3 400 condamnations, 554 condamnations à mort dont 49 furent exécutées. En outre, la censure permit d'étouffer la crise, dont l'arrière n'eut que peu connaissance. Notons que la réhabilitation des victimes des cours martiales fut l'un des grands combats des anciens combattants, combat victorieux en 1928.

◆ « Vous voulez la paix ? Moi aussi... mais ce n'est pas en bêlant la paix qu'on fait taire le militarisme prussien. Ma formule est la même partout. Politique intérieure ? Je fais la guerre. Politique étrangère ? Je fais la guerre. Je fais toujours la guerre [...] Je continue à faire la guerre et je continuerai jusqu'au dernier quart d'heure, car c'est nous qui aurons le dernier quart d'heure. » ◆

G. Clemenceau, Discours à la Chambre des députés, mars 1918.

◆ Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes.
C'est bien fini, c'est pour toujours,
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne, sur le plateau,
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés. ◆

Chanson de Craonne, vers 1916.